

Gironde : les paysans d'abord



L'union des syndicats agricoles de la Gironde (FGA-CFDT) ne veut pas rester en arrière de la lutte antinucléaire. Directement concernés comme tant d'autres agriculteurs, pêcheurs, mareyeurs, ostréiculteurs, et toutes autres professions, menacés par la nucléarisation sauvage, les travailleurs entendent prendre une position extrêmement ferme sur la construction de la centrale nucléaire de Braud Saint-Louis.

L'implantation de cette centrale nous concerne directement en tant que travailleurs agricoles. Il s'agit d'une agression contre le milieu agricole et rural : 250 ha de terres seront amputés à l'agriculture avant la fin de l'année. C'est la SA-FER Dordogne-Gironde, aux mains des patrons agricoles, s'est engagée par convention à mettre cette surface

à la disposition d'EDF. C'est une partie de notre outil de travail qui disparaît et c'est notre cadre de vie qui est profondément bouleversé.

Ce choix d'augmenter considérablement, et coûte que coûte, la production d'énergie entraînera le développement privilégié de l'industrie grosse consommatrice, accentuant ainsi la récession du secteur agricole. Les emplois agricoles vont donc encore diminuer et obliger grand nombre d'entre nous à effectuer une mutation professionnelle et à émigrer vers les villes.

L'agriculture qui pourra survivre sera une agriculture industrialisée dans laquelle les conditions de travail des salariés agricoles se seront particulièrement aggravées (parcellisation des tâches...). Les petits exploitants agricoles, quant à eux, seront progressivement prolétarisés car ils ne pourront pas assumer les investissements

que supposent les plans de développement ou de reconversion agricoles que les technocrates de l'agriculture veulent mettre en place pour essayer de pallier aux méfaits de l'implantation de la centrale.

Les petits paysans ne pourront pas non plus maîtriser les exigences techniques qui découlent des productions spécialisées, que l'on veut imposer dans le secteur de la Centrale, car leur formation professionnelle n'a pas été assurée. C'est donc une nouvelle vague de paysans devenus ouvriers sans tradition de lutte qui va venir grossir les rangs du prolétariat et permettre aux patrons agricoles de faire pression pour faire échouer nos revendications (...). ■

A propos du livre « Alternative au nucléaire »



La bataille contre les centrales nucléaires est lancée. La plupart des raisons de combattre le choix fait par le pouvoir commencent à être connues (Cf. TS n° 649 p. 4 et TS n° 650 p. 6). Ces raisons ont été étudiées dans le livre que viennent de publier les Editions universitaires de Grenoble : « Alternatives au nucléaire » (95 pages, 15 F - en vente à la librairie de TS).

Ce rapport est le produit d'une équipe de chercheurs de l'institut de l'énergie de Grenoble. Sa valeur réside dans le fait qu'il démonte méthodiquement tous les arguments avancés par le gouvernement, l'EDF et le CEA pour prouver que l'énergie nucléaire serait un choix d'avenir.

Le livre critique tout d'abord les méthodes d'évaluation de la demande d'énergie. Il arrive sur ce point à la conclusion suivante : « **En mettant en œuvre son programme d'équipement, le producteur d'électricité (EDF) à quelques nuances près, assure la correspondance entre prévision et réalisation. On baptise demande d'électricité la loi de la croissance qu'il nous impose... L'objectif à long terme est de faire consommer au Français moyen autant d'énergie qu'en consomme son homologue américain** ». Ce premier constat ouvre, on le voit, tout le débat sur la finalité de la croissance dans notre société. Les chercheurs de l'IEJE ne l'ont pas ouvert. Leur enquête visait à un autre objectif : montrer la faiblesse des arguments de l'adversaire.

Ils se sont donc attachés à prouver que l'argument de la

Une politique mise à nu

rentabilité du nucléaire par rapport au pétrole est faux. Faux parce que les calculs d'EDF n'incluent pas plusieurs coûts d'investissement, pas plus que le coût du démantèlement et de l'enterrement des centrales après vingt ans de fonctionnement. Pas plus qu'ils n'incluent le coût social que le développement de l'énergie nucléaire ferait supporter à la collectivité : effluents gazeux, pollution des eaux, stockage des déchets, immobilisation de sites (20 000 km de ligne de haute tension, 40 000 pylônes de 40 à 50 m de haut), risques d'accidents nucléaires (20 centrales nucléaires américaines de même type que celles que veut installer l'EDF ont été arrêtées en septembre 1974 à cause des fissures observées dans le circuit de refroidissement d'une centrale de ce type). Les risques du nucléaire sont donc pour l'IEJE différents et mille fois plus dangereux que les autres risques industriels, malgré tous les calculs sur l'improbabilité des accidents. De plus la commercialisation les aggraverait.

Le nucléaire est donc montré comme une source d'énergie plus dangereuse, plus coûteuse, moins économique que toutes les autres.

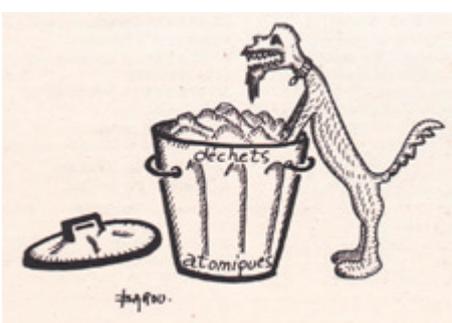
Or, pour l'IEJE, ce choix a été fait sans discussion, sans information du public, sans contrôle technique préalable réel. Il a été fait au nom d'intérêts tout puissants : ceux de Westinghouse, CGE et EDF. « **En choisissant de développer massivement le nucléaire, nous choisissons de nous placer dans une situation de dépendance vis-à-vis des**

constructeurs américains ».

Au total, ce livre explique bien toutes les raisons de lutter contre les centrales nucléaires, tous les enjeux du rassemblement anti-nucléaire des 26 et 27 avril. Il propose aussi les solutions de remplacement, en montrant qu'il s'agit bien d'un choix politique, d'un choix de société. Selon les chercheurs de l'IEJE, les choix énergétiques doivent répondre à quatre critères : les sources d'énergie doivent être sûres, renouvelables, nationales et décentralisées ; elles doivent être diversifiées (rôle de l'énergie solaire, géothermique) ; les

coûts sociaux doivent intervenir dans le choix, et enfin, on doit réaliser une péréquation entre leurs prix respectifs.

Voilà des chercheurs qui ne se contentent pas d'obéir aux lois du marché, ni de se mettre au service du capital. Leur livre est à lire impérativement, même si certaines argumentations restent limitées au strict objet de leur étude scientifique. Ils ouvrent une brèche de taille.



Y. SPARFEL ■

Champagne : un simulacre d'information

Un (ou deux) sites ont été choisis par EDF pour installer des centrales nucléaires (entre Vitry et Châlons, à Couvrot et Omev). Le choix a été entériné par le Conseil régional après un simulacre d'information et par une majorité à la botte du pouvoir.

Sur le plan régional comme sur le plan national, tout débat a donc été escamoté. Mais les réactions ont été très vives. Un comité anti-nucléaire champenois s'est immédiatement constitué à Vitry et a mené une vigoureuse campagne de protestations. Un groupe anti-nucléaire, en liaison avec le comité de Vitry, vient de se former à Saint-Dizier.

Le PSU soutiendra son action. Mais la dénonciation du nucléaire ne doit pas se limiter aux aspects techniques, si importants soient-ils.

Il faut dénoncer la politique du pouvoir dictée par les grandes sociétés capitalistes et par la volonté de conserver et de renforcer un pouvoir autoritaire et centralisé.

La lutte contre l'énergie est partie intégrante de la lutte pour le pouvoir des travailleurs, pour le socialisme autogestionnaire.

« Le Réveil Socialiste de la Haute-Marne », mars 1975 ■

des scientifiques du CNRS pour un « moratoire nucléaire »



Le gouvernement français a décidé un programme de production massive d'électricité d'origine nucléaire. Ce programme, que l'on tente de justifier par la « crise de l'énergie » liée au relèvement des prix pétroliers, résulte en fait de la volonté de quelques grands secteurs capitalistes français de se renforcer, notamment sur le marché international. En effet, après l'échec d'une politique de développement économique autonome basée sur des procédés ou des productions françaises (SECAM, Concorde, filière nucléaire graphite-gaz etc..) l'industrie française a été amenée, dans certains secteurs, à jouer le rôle de sous-traitant de l'impérialisme le plus puissant c'est-à-dire des Etats-Unis.

C'est dans ce contexte que doit être apprécié le programme électronucléaire français dont les étapes principales ont été les suivantes :

— le choix, dès 1969, des filières américaines (principalement Westinghouse) au détriment de la filière française (graphite-gaz) ;

— la décision, prise en 1973, de la mise en route d'un programme de construction massive de centrales nucléaires.

Il ne s'agit donc pas, contrairement à ce qu'essaie de faire croire la propagande officielle, d'une décision à caractère conjoncturel. L'ensemble de ces dispositions, dictées par des choix politiques et non techniques, ne peut pas,

aux yeux du gouvernement, faire l'objet d'un débat réel au sein de la population. Celle-ci est, par contre, l'objet d'une intense campagne d'intoxication organisée par l'E.D.F. entreprise nationalisée, qui joue, à cette occasion, le rôle de paravent des grandes entreprises capitalistes engagées dans le projet.

Et cependant un débat réel serait bien nécessaire car l'option prise a des conséquences à très long terme (...).

- Les dangers de contamination radioactive concernent toute la population. Cependant, ils seront particulièrement graves pour les travailleurs plus directement concernés (mines, usines de retraitement etc..).

- Dans les premières années, le projet E.D.F. consommera plus d'énergie qu'il n'en produira (...).

C'est pour toutes ces raisons que la section nationale SGEN - CFDT du CNRS condamne l'ensemble de cette politique. Elle exige, dans l'immédiat, l'arrêt du programme E.D.F. d'implantation massive de centrales nucléaires et demande un moratoire de plusieurs années.

- Contrairement à ce qu'affirme l'E.D.F. de graves problèmes techniques ne sont pas résolus (...).

SGEN - CFDT - CNRS - 5, rue des Feuillantines - 75005 - PARIS ■